

Commune de JASSANS-RIOTTIER

Arrêté n°2022/12/16

date de dépôt : 21 juillet 2022  
date d'affichage en mairie : 25 juillet 2022  
demandeur : M. MELINON Florent / Mme  
VALENCOT SIMONET Laurie  
pour : CONSTRUCTION D'UNE MAISON  
INDIVIDUELLE  
adresse terrain : 28 RUE DE BEAURIVAGE,  
JASSANS-RIOTTIER (01480)

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis de construire**  
**au nom de la commune de JASSANS-RIOTTIER**

**Le maire de JASSANS-RIOTTIER,**

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle présentée le 21 juillet 2022 par M. MELINON Florent / Mme VALENCOT SIMONET Laurie demeurant ZONE ARTISANALE LE PARDY, à FRANS (01480) ;

Vu l'objet de la demande :

- CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE
- sur un terrain situé 28 RUE DE BEAURIVAGE à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;
- pour la création d'une surface de plancher de 131 m<sup>2</sup> ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29/03/2018 et le 30/06/2022,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier,

Vu la non-opposition à la déclaration préalable n° DP 001 194 22 00016 du 06/05/2022 pour l'aménagement d'un lot à bâtir,

Vu l'avis assorti de prescriptions des services techniques de la Communauté d'Agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône (CAVBS) en date du 19/09/2022,

Vu l'avis assorti de prescriptions de Véolia Eau en date du 17/08/2022,

Vu l'avis assorti de prescriptions d'ENEDIS (ERDF) en date du 08/08/2022 pour une puissance électrique de raccordement de 12 kVA monophasé,

Vu l'avis favorable de l'Unité Prévention des Risques de la Préfecture de l'Ain en date du 10/11/2022 ;

Vu l'avis assorti de prescriptions de l'architecte des bâtiments de France en date du 23/11/2022 ;

Vu les pièces complémentaires déposées en mairie le 21/07/2022, le 29/09/2022, le 04/10/2022 et le 20/10/2022.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Le permis de construire est ACCORDE.

## **Article 2 :**

Les prescriptions émises par les services techniques de la CAVBS, Véolia Eau, ENEDIS l'Unité Prévention des Risques de la Préfecture et l'Ain et l'architecte des bâtiments de France, dans les avis joints au présent arrêté, devront être strictement respectées.

### **ASSAINISSEMENT :**

La gestion des eaux pluviales à la parcelle et à la source sur la base d'une étude pédologique (essai de perméabilité...) soumis à l'acceptation de la Collectivité, est à privilégier.

Après justification auprès des services de la Collectivité, si la gestion des eaux ne peut se faire en totalité sur la parcelle, les eaux pluviales seront alors stockées/régulées dans les conditions de limitation des débits des eaux de ruissellement suivants : un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné pour une pluie d'occurrence 30 ans avec un débit de rejet limité à 4l/s sera mis en place.

Le rejet sera effectué en priorité dans le milieu naturel.

Dans ce cadre, il sera donc demandé de privilégier la réduction de la surface imperméabilisée et l'utilisation de matériaux perméables afin de réduire l'imperméabilisation.

### **ARCHITECTE DES BATIMENTS DE FRANCE :**

- Les 2 fenêtres ouvrantes de la façade Nord seront dotées de volets battants à peindre dans un ton en harmonie avec les menuiseries extérieures,

- Les volets seront constitués de lames en bois horizontales à l'intérieur et verticales à l'extérieur sans barre ni écharpe oblique (Z),

- Une plantation de bosquets et de petits arbres (ornements, fruitiers) sera prévu face au mur de soutènement de la terrasse afin d'améliorer l'insertion paysagère du projet dans le cadre du secteur protégé.

Fait à JASSANS-RIOTTIER, le 15 décembre 2022

Le Maire  
Jean-Pierre REVERCHON



### **Observations :**

Votre projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.

Votre projet est également soumis au versement de la PAC (Participation pour Assainissement Collectif).

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de cette transmission.*

## **INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT**

### **- Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**- L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé (notamment obligations contractuelles, servitudes de droit privé telles que les servitudes de vues, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage, règles contractuelles du cahier des charges de lotissement, ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**- Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**



- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau de plus de 80 centimètres visible de la voie publique décrivant le projet. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro de permis, et s'il y a lieu le nom de l'architecte auteur du projet, la superficie du terrain, la surface de plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté ainsi que la date du début d'affichage de l'autorisation en mairie. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation ainsi qu'à son bénéficiaire. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**- Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**- Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif peut également être saisi d'une requête sur le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**- Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

## Avis sur demande de Permis de construire

N/Réf : J. MOIRAUD / F. BERTHONNECHE

Numéro de dossier : PC0011942200012  
Nom du demandeur : M. Florent MELINON & Mme Laurie  
VALENCOT

Adresse des travaux : 28 rue de Beaurivage  
01490 JASSANS-RIOTTIER

Le projet concerne la construction d'une habitation individuelle avec piscine.

**EAU POTABLE :**

Voir avis VEOLIA.

**ASSAINISSEMENT :**

Voir avis VEOLIA.

La gestion des eaux pluviales à la parcelle et à la source sur la base d'une étude pédologique (essai de perméabilité...) soumis à l'acceptation de la Collectivité, est à privilégier.

Après justification auprès des services de la Collectivité, si la gestion des eaux ne peut se faire en totalité sur la parcelle, les eaux pluviales seront alors stockées/régulées dans les conditions de limitation des débits des eaux de ruissellement suivants : un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné pour une pluie d'occurrence 30 ans avec un débit de rejet limité à 4l/s sera mis en place.

Le rejet sera effectué en priorité dans le milieu naturel.

Dans ce cadre, il sera donc demandé de privilégier la réduction de la surface imperméabilisée et l'utilisation de matériaux perméables afin de réduire l'imperméabilisation.

Fait à Villefranche-sur-Saône, le 19 septembre 2022

Les services techniques

**VEOLIA****Compagnie Générale des Eaux****Agence de VILLEFRANCHE**

204 Rue François Meunier Vial

BP 447

69656 VILLEFRANCHE SUR SAONE CEDEX

Tél. : 09-69-32-34-58

**CAVBS****Service instruction des actes d'urbanisme****115, rue Paul Bert****BP 70290****69665 VILLEFRANCHE SUR SAONE CEDEX**

V/Réf. : Dossier n° PC 001 194 22 00012

**Avis sur assainissement et eau potable pour demande de : PERMIS DE CONSTRUIRE**Pétitionnaires : **MELINON Florent et  
VALENCOT Laurie**Adresse du terrain objet de la demande : **28 rue de Beaurivage**Commune : **Jassans Riottier**Cadastré : **AK 132p**Nature demande : **Maison avec piscine****EAUX USÉES**

⊗ Collecteur public existant : rue de Beaurivage

Diamètre : 250 mm

Contigu à la parcelle

Droit de branchement : voir collectivitéServitude : nonCommentaires :

→ Séparation des eaux usées et des eaux pluviales en terrain privatif.

→ Branchement sur collecteur public à réaliser en gravitaire, par le gestionnaire du réseau public aux frais du pétitionnaire

**EAUX PLUVIALES**

⊗ Collecteur public existant : rue de Beaurivage

Diamètre : 300 mm

Contigu à la parcelle

Droit de branchement : voir collectivitéServitude : nonCommentaires :

→ Séparation des eaux usées et des eaux pluviales en terrain privatif.

→ Travaux de raccordement sur le collecteur public à réaliser par le gestionnaire du réseau public aux frais du pétitionnaire.

## **EAU POTABLE**

- ⊗ **Conduite publique existante : rue de Beurivage**  
**Diamètre : 150 mm**  
**Contiguë à la parcelle**

### Pression :

A la cote **NGF 175** dans les conditions actuelles de distribution, l'eau sera fournie au départ de la canalisation publique, sous une pression de **9,5 Bar environ** (pression statique valable en période de très faible tirage, déterminée par rapport au niveau de remplissage maximal du réservoir). Ce renseignement n'est donné qu'à titre indicatif, la pression étant influencée par le fonctionnement des stations de pompage et les heures de pointes de consommation ainsi que les secteurs équipés de réducteur de pression.

### Servitude : Non

### Commentaires :

- **Branchement sur domaine public à réaliser par le gestionnaire du réseau public aux frais du pétitionnaire.**
- **Le poste de comptage sera posé sur le domaine public.**

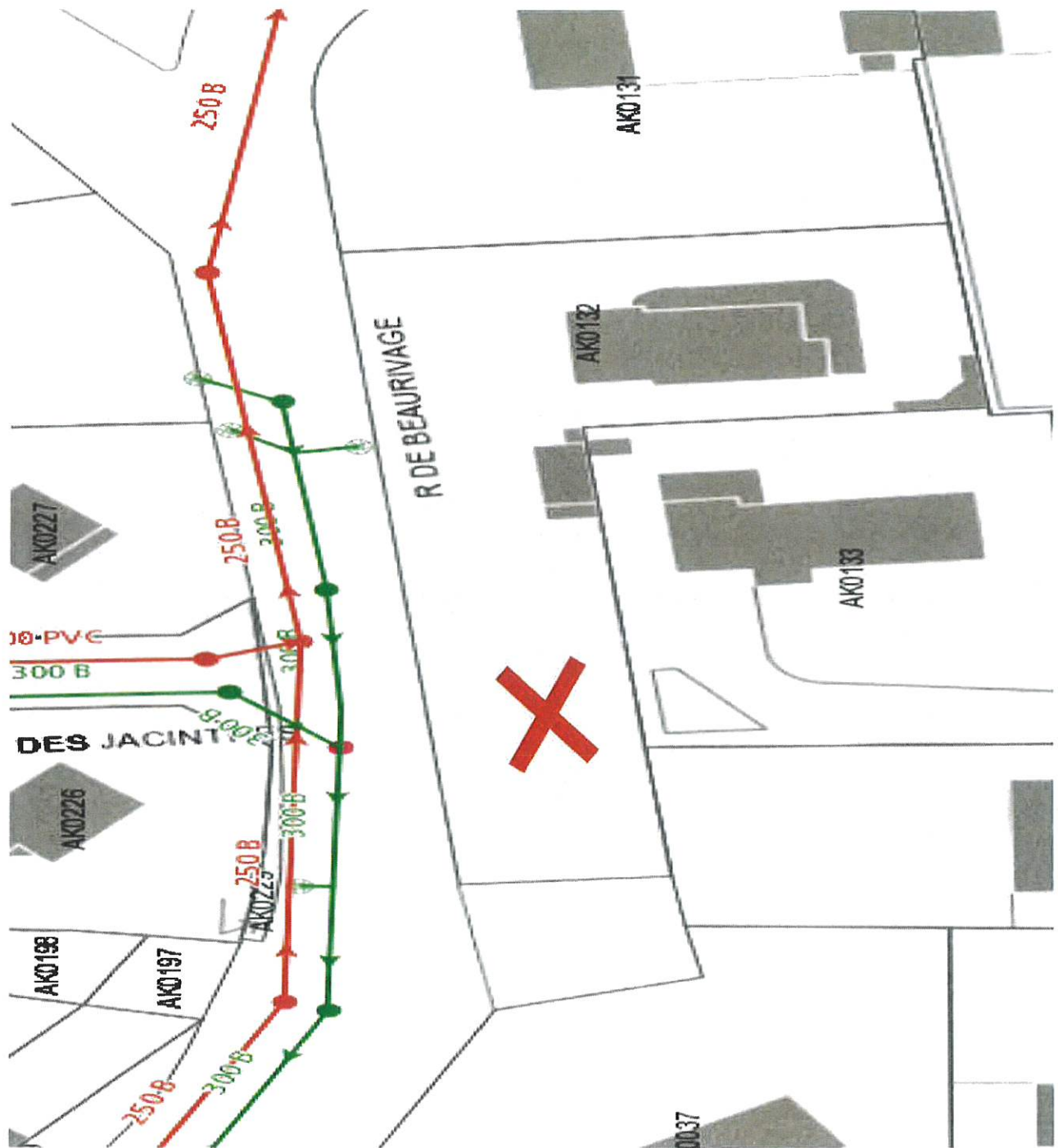
Pièce jointe au dossier : **Plan de réseau.**

Etabli à VILLEFRANCHE, le 17 août 2022

Le Responsable d'équipe

**Ludovic BLOQUET**







Enedis ARE Sillon Rhodanien

Communauté d'agglomération  
115, rue Paul Bert  
BP BP70290  
69665 Villefranche sur Saone

Téléphone : 0 970 831 970  
Télécopie : 0 970 832 970  
Courriel : sirho-are@enedis.fr  
Interlocuteur : LACROIX MARIE-LAURE

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme

VALENCE, le 08/08/2022

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'autorisation d'urbanisme PC0011942200012 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

<u>Adresse :</u>	28 , RUE DE BEAURIVAGE 01480 JASSANS-RIOTTIER
<u>Référence cadastrale :</u>	Section AK , Parcelle n° 132P
<u>Nom du demandeur :</u>	MELINON FLORENT VALENCOT SIMONET LAURIE

Nous avons instruit cette demande sans disposer de la puissance de raccordement nécessitée par le projet. Compte tenu du type de projet, nous avons basé notre réponse sur l'hypothèse d'une puissance de raccordement de 12 kVA monophasé.

Nous vous informons que, sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, aucune contribution financière n'est due par la CCU à Enedis.

Cette réponse reste valable pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme.

Nous vous demandons d'indiquer explicitement sur l'autorisation d'urbanisme la puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit, à savoir 12 kVA monophasé. Si cette puissance de raccordement retenue n'est pas inscrite dans l'autorisation d'urbanisme, et que le bénéficiaire demande une puissance de raccordement différente de celle retenue par Enedis, une contribution financière pour des travaux correspondant à une autre solution technique pourrait être à la charge de la CCU (ou de l'EPCI).

Cette réponse ne précise pas la contribution due par le client à Enedis.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

**MARIE-LAURE LACROIX**

Votre conseiller

1/1

*Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, 7j/7, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Enedis est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.*

Enedis ARE Sillon Rhodanien  
10 avenue des Langories  
26000 VALENCE

[enedis.fr](http://enedis.fr)

SA à directoire et à conseil de surveillance  
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442  
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles  
92079 Paris La Défense Cedex  
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environnement  
Enedis-DirRAC-DOC-AU0.1bis V.2.0



Re: [INTERNET] TR: PERMIS DE CONSTRUIRE N° 001 194 22 00012 MELINON et VALENCOT

DDT 01/SUR/PR (Prévention des Risques) emis par COMBE Philippe - DDT 01/SUR/PR <ddt-sur-pr@ain.gouv.fr>

Jeu 10/11/2022 14:00

À : GANDIN Ludivine <l.gandin@agglo-villefranche.fr>

Bonjour,

Vous pouvez considerer que notre avis est désormais favorable sur le projet modifié.  
COMBE Philippe

DDT 01/SUR/PR

Le 24/10/2022 à 14:17, > l.gandin (par Internet) a écrit :

Bonjour,

Je me permets de vous transférer les pièces complémentaires du permis de construire cité en objet, ainsi que votre avis pour mémoire.

Vous aviez soulevé 2 points dans votre avis :

- Le plancher de l'habitation devait respecter la cote de 173,64 m minimum. Dans les nouvelles pièces, le plancher est à 173,65 m
- Terrasse et piscine devaient se faire sans remblai, interdits par le règlement PPRni. Dans les nouvelles pièces, la piscine a été supprimée, la terrasse réduite est sur vide sanitaire, donc sans remblai.

Je vous remercie de me confirmer si vous **maintenez votre 1er avis suite aux modifications apportées par les pétitionnaires qui ont réduit les remblais.**

Dans cette attente,

Très bon après-midi

Bien Cordialement,

Ludivine GANDIN  
Instructrice ADS

---

*Service Urbanisme Risques  
Unité Prévention des Risques*

**Le directeur,**

**à**

**Monsieur le maire  
01480 JASSANS-RIOTTIER**

Référence : 194\_ADS\_2022\_314AvisPrPC0011942200012JassansRiotier  
Vos réf. :

Affaire suivie par : Philippe Combe

Bourg en Bresse, le

**29 JUL. 2022**

**Objet : avis sur demande d'autorisation d'urbanisme**

En réponse à votre consultation du 27 juillet 2022 relative au permis de construire visé en référence, je vous fais part de l'avis de la DDT.

Le projet consiste en la construction d'une maison individuelle.

Au regard du plan de prévention des risques naturels (PPRN) « crues de la Saône et du Marmont » approuvé le 30 mars 2022, le projet est situé :

- en zone d'aléa modéré inondation de la Saône ;
- en zone bleue du plan de zonage.

La cote de référence applicable au projet est de 173,84 mNGF.

Ce type projet est admis par le PPRN.

Toutefois, l'art.3,1 interdit la création, la reconstruction, l'extension des logements sous la cote de référence ;

L'article précédent interdit également les remblais sauf s'ils sont nécessaires à la réalisation d'infrastructures autorisées, et dans le respect des prescriptions des articles 3.2, 5.1 et 5.2 ,

Les prescriptions applicables au projet sont les suivantes :

- en cas de construction nouvelle, les planchers habitables et fonctionnels sont placés au-dessus de la cote de référence. Cette règle ne s'impose pas aux constructions destinées au stationnement de

PJ :  
Copie à :

véhicules. Toutefois, pour ces constructions, leur cote altimétrique est optimisée en fonction des conditions d'exploitation. Le maître d'ouvrage justifie le choix d'implantation sous la cote de référence. Il prend également les mesures nécessaires pour limiter la vulnérabilité des biens et des personnes jusqu'à la cote de référence ;

- les clôtures sont hydrauliquement transparentes et ne font pas obstacle au libre écoulement des crues.
- les réseaux techniques (eau, gaz, électricité, etc.) sont équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou sont installés hors d'eau, de manière à faciliter le retour à la normale après la décrue ;
- les matériels électriques, électroniques, électromécaniques et appareils de chauffage sont placés hors d'eau (autant que possible au-dessus de la cote de référence), de manière à faciliter le retour à la normale après la décrue ;
- des matériaux insensibles à l'eau ou traités avec des produits hydrofuges ou non corrodables sont utilisés pour toute partie de construction située sous la cote de référence ;
- les citernes enterrées ou extérieures sont étanches, lestées ou fixées au sol et protégées contre les affouillements ;
- les ouvertures inondables (portes de garages, portes d'entrées, etc.) sont équipées de dispositifs d'étanchéité (par exemple des batardeaux) afin d'éviter les entrées d'eau. Leur hauteur ne doit pas excéder 1 m afin d'éviter le risque de rupture brutale en cas de surpression ;
- les réseaux d'assainissement sont étanches, protégés contre les affouillements et adaptés pour éviter l'aggravation des risques d'inondation des zones urbanisées par refoulement à partir des cours d'eau ou des zones inondées (par exemple clapet anti-retour sur les exutoires, dispositifs anti-refoulement sur le réseau) ;
- les bâtiments sont construits de manière à pouvoir résister aux tassements différentiels et aux sous-pressions hydrostatiques, aux affouillements et aux érosions localisées ;
- les fondations et parties de bâtiment construites sous la cote de référence sont réalisées avec des matériaux insensibles à l'eau ou traités pour l'être ;
- les piscines sont construites pour résister à la variation de pression en cas de crue ;
- les murs, revêtements de sols, isolations thermique ou phonique sont réalisés à l'aide de matériaux insensibles à l'eau pour les parties de bâtiments situées en dessous de la cote de référence ;
- toute surface de plancher fonctionnel située sous la cote de référence est conçue de façon à permettre l'écoulement des eaux pendant la crue et l'évacuation rapide des eaux après la crue ;
- les remblais réalisés dans le cadre d'un aménagement autorisé le sont avec la plus grande transparence hydraulique et avec compensation, cote pour cote modulée, conformément à la note de méthode sur les remblais en zone inondable approuvée par le Préfet de bassin Rhône Méditerranée le 14 septembre 2007 ;
- lorsqu'ils sont inévitables (accès notamment), les remblais sont limités au strict minimum, et compensés par des mouvements de terre sur le tènement situé dans la zone inondable ;
- toute construction réalisée est hydrauliquement transparente par vide sanitaire, pilotis ou autres moyens ;

- afin d'éviter une pollution consécutive à la crue, les produits dangereux, polluants ou sensibles à l'humidité sont stockés au-dessus de la cote de référence ou situés dans un conteneur étanche arrimé ou lesté de façon à résister à la crue de référence ;
- l'évent des citernes est situé au-dessus de l'altitude de la cote de référence ;
- pour les citernes enterrées, lorsqu'elles sont autorisées, les orifices hors d'eau sont protégés contre tous chocs ou fortes pressions.

Le plancher de la partie habitation du projet est indiqué à 173,63 mNGF. Le plancher du garage est prévu à 173,23 mNGF. Le plancher de l'habitation ne respecte donc pas strictement la prescription.

Le projet prévoit une terrasse béton de 64,90 m<sup>2</sup> et une piscine (plan masse). Ces deux ouvrages doivent être réalisés au niveau du TN. Ils sont réalisés à la cote 173,43 mNGF pour un TN à 172,16 mNGF. Il s'agit donc de remblais interdits par le règlement.

En conséquence, j'émet un avis défavorable sur cette demande au regard de la prévention des risques naturels et en application des dispositions du PPRN.

Pour le directeur,  
le chef d'unité,

Emmanuel RAULT

**Note :**

Le dossier ne présente pas les niveaux finis des aménagements extérieurs coté Nord devant l'habitation, ni coté sud. Ce point doit être complété.

**L'EPTB Saône&Doubs propose la réalisation de diagnostic de vulnérabilité aux inondations pour les collectivités, les entreprises et les particuliers, voir les prestations :**  
<https://www.eptb-saone-doubs.fr/eptb/services/prestations-inondations/>  
 EPTB Saône et Doubs - 220 rue du km 400 - 71000 MACON | 03 85 21 98 12 | [info@eptb-saone-doubs.fr](mailto:info@eptb-saone-doubs.fr)

**N.B. :**

Retrouvez l'information sur la prévention et la réduction de la vulnérabilité aux inondations sur le site internet de l'état dans l'Ain à l'adresse suivante : <http://www.ain.gouv.fr/la-prevention-a330.html>

Lien vers le guide d'instruction en zone de risques naturels : <http://www.ain.gouv.fr/guide-d-instruction-des-actes-d-urbanisme-en-zone-a3999.html>

Le présent avis, destiné à fonder la décision de l'autorité compétente, n'a pas vocation à être joint à la décision transmise au pétitionnaire. Il reste néanmoins communicable sur demande sur le fondement des articles L.311-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration.

Avis transmis par  
mairie le 25/11/22

2022 NOV 22



**MINISTÈRE  
DE LA CULTURE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES  
AUVERGNE RHONE-ALPES**  
Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Ain

Dossier suivi par : VERCEZ Muriel  
Objet : PERMIS DE CONSTRUIRE MAISON  
INDIVIDUELLE - Dossier Papier

Numéro : PC19422O0012 U0101

Adresse du projet : 28 Rue de Beurivage 01480 JASSANS-RIOTTIER

Déposé en mairie le : 21/07/2022

Reçu au service le : 28/07/2022

Nature des travaux : Maison individuelle + piscine

Demandeur :

Monsieur MELINON FLORENT

Zone Artisanale Le Pardy

01480 FRANS

France

L'immeuble concerné par ce projet est situé en abords du ou des monuments historiques listé(s) en annexe. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du ou des monuments historiques ou des abords. Il peut cependant y être remédié. **L'Architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

*Suite à la réception des pièces complémentaires reçues le 27 oct. 2022*

(1) Afin de garantir une insertion qualitative du projet dans le cadre du secteur protégé, le projet sera modifié selon la (les) prescription(s) suivante(s) :

- Conformément aux occultations traditionnelles locales, les 2 fenêtres ouvrantes de la façade nord seront dotées de volets battants à peindre dans un ton en harmonie avec les menuiseries extérieures.
- Les volets seront constitués de lames de bois horizontales à l'intérieur et verticales à l'extérieur sans barre ni écharpe oblique (Z).
- Une plantation de bosquets et de petits arbres (ornements, fruitiers) sera prévu face au mur de soutènement de la terrasse afin d'améliorer l'insertion paysagère du projet dans le cadre du secteur protégé.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 23/11/2022

L'Architecte des Bâtiments de France  
Madame Muriel VERCEZ

Copie est adressée au demandeur afin de l'informer qu'il ne pourra pas se prévaloir d'un permis tacite à l'issue du délai d'instruction en application de l'article R.424-4 du code de l'urbanisme.

**ANNEXE :**

Eglise Notre-Dame de l'Assomption situé à D1194|Jassans-Riottier.





**MINISTÈRE  
DE LA CULTURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES  
AUVERGNE RHONE-ALPES  
Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Ain**

Dossier suivi par : VERCEZ Muriel  
Objet : PERMIS DE CONSTRUIRE MAISON  
INDIVIDUELLE - Dossier Papier

---

Numéro : PC19422O0012 U0101

Adresse du projet : 28 Rue de Beurivage 01480 JASSANS-  
RIOTTIER

Déposé en mairie le : 21/07/2022

Reçu au service le : 28/07/2022

Nature des travaux: Maison individuelle + piscine

Demandeur :

Monsieur MELINON FLORENT  
Zone Artisanale Le Pardy

01480 FRANS  
France

---

L'immeuble concerné par ce projet est situé en abords du ou des monuments historiques listé(s) en annexe. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du ou des monuments historiques ou des abords. Il peut cependant y être remédié. **L'Architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

(1) Afin de garantir une insertion qualitative du projet dans le cadre du secteur protégé, le projet sera modifié selon la (les) prescription(s) suivante(s) :

- La maison se situera au maximum à environ 0.50m au-dessus du terrain naturel (et non à 1.30m) afin que les talus en limite parcellaire et en limite de voirie, régaliés en pente douce, soient limités.
- Les menuiseries seront d'une teinte neutre à l'exception du blanc, du noir ou gris anthracite. Sont autorisés par exemple les gris clair ou moyen, gris bleu, gris vert, mastic, ocres, bordeaux. (références indicatives RAL 1001, 1019, 3005, 6013, 7004, 7006, 7031, 7037, 7039, 8011, 8025). Les lasures et vernis teintés sont à proscrire.
- Les couvertures seront en tuiles creuses (canal) ou romanes (à emboîtement, fortement galbées, 13 unités au m², type lmerys 'Canal S

Fait à Bourg-en-Bresse, le 01/09/2022

**L'Architecte des Bâtiments de France  
Madame Muriel VERCEZ**

Copie est adressée au demandeur afin de l'informer qu'il ne pourra pas se prévaloir d'un permis tacite à l'issue du délai d'instruction en application de l'article R.424-4 du code de l'urbanisme.

En cas de désaccord avec l'Architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

**ANNEXE :**

### Signature(s) électronique(s) du présent document

La version originale de ce document est sous forme électronique, par conséquent les signatures ci-dessous doivent impérativement être vérifiées électroniquement à l'aide d'un logiciel adapté comme Adobe Reader™ ou Adobe Acrobat Reader DC™. Si un message d'avertissement apparaît, la raison peut être liée à l'absence de confiance du logiciel de vérification dans l'autorité de certification qui a délivré le certificat utilisé pour signer le document. Pour accorder votre confiance à l'autorité de certification de la plate-forme Sunnystamp, le plus simple est de télécharger le certificat racine de confiance et de suivre les instructions d'installation. A noter que les logiciels de lecture de documents PDF en mode Web ou mobile n'affichent pas les détails relatifs aux signatures électroniques.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Muriel Vercez', with a horizontal line extending from the end of the signature.

Signé électroniquement par Muriel VERCEZ

Le 01/09/2022